CEB INFO
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

N°3 - 2014
Trimestriel / Quarterly

Investir dans l'éducation pour un avenir meilleur en Europe

Investing in education for a better future in Europe



Sommaire

Contents

CEB INFO

	Page		Page
Édito du Gouverneur	**3**	**Editorial by the Governor**	**3**
Activité prêts/projets	**4**	**Loans/projects activity**	**5**
Approbations au 30 septembre	4	Approvals as of 30 September	5
Investir dans l'éducation en Europe : l'expérience de la CEB	6	Investing in education in Europe: the CEB's experience	7
Investir dans l'éducation : études de cas	8	Investing in education: case studies	9
Interview avec Yaël Duthilleul, Conseiller Technique pour l'éducation	10	Interview with Yaël Duthilleul, Technical Advisor on Education	11
Finlande : aider la ville de Vantaa à faire face à ses enjeux démographiques	12	Finland: Helping the City of Vantaa address demographic challenges	13
Activités financières et de gestion des risques	**14**	**Financial and risk management activities**	**15**
Résultats semestriels Autorisation d'emprunt pour 2015 Dernières informations sur le rating de la CEB		Half year results Borrowing authorisation for 2015 Latest information on CEB rating	
Partenariats	**16**	**Partnerships**	**17**
Répondre au problème des mines antipersonnel déplacées par les inondations en Bosnie-Herzégovine		Post-flood mine response in Bosnia and Herzegovina	
APD : Entretien avec Lucia Athenosy et Viorica Revenco, économistes à la CEB	**18**	ODA: Interview with Lucia Athenosy and Viorica Revenco, the CEB economists	**19**
Agenda Principaux événements à venir	**20**	**Calendar of events** Major upcoming events	**20**
Publications	**20**	**Publications**	**20**
Crédits photos : Couverture, P. 17 & 18 : Amel Emric, Ingram, Photothèque CEB			

Édito du Gouverneur
Editorial by the Governor



Rolf Wenzel

Cher lecteur,

L'éducation est le thème retenu pour cette nouvelle édition du CEB *INFO*, la troisième de l'année. Et pour cause : l'éducation n'est pas seulement un droit fondamental, c'est aussi la clé du développement social et une condition *sine qua non* de l'amélioration de la compétitivité économique.

C'est également un secteur d'investissement social dans lequel la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) est active depuis des décennies. En finançant des projets qui vont de la construction et de la rénovation d'établissements en passant par la fourniture d'équipements et de matériel d'apprentissage ou encore des programmes de formation, la CEB joue pleinement son rôle dans le fonctionnement et le développement des systèmes d'éducation à travers l'Europe. Promouvoir une éducation qui intègre les minorités et les groupes de populations les plus défavorisés, garantir un accès égal à l'éducation et permettre que ses acquis soient équitablement partagés sont autant de priorités pour la Banque.

Vous en saurez davantage sur l'activité de prêts et sur la stratégie d'investissement en faveur de l'éducation au détour d'une interview avec notre Conseiller Technique pour l'éducation, Yaël Duthilleul, et dans l'article consacré aux investissements de la CEB dans ce secteur. Des études de cas sur des projets financés par la Banque en Albanie, en Finlande, au Monténégro et en Roumanie permettent d'illustrer, par des exemples concrets, la façon dont nous soutenons et promouvons le droit à l'éducation, aussi bien dans les pays du groupe cible que dans les autres.

La CEB poursuit par ailleurs son action en faveur de la cohésion sociale en Europe à travers ses autres domaines d'intervention. Lors du troisième trimestre 2014, la Banque a approuvé un total de € 225 millions destinés à des projets d'infrastructures à vocation sociale, de prévention des inondations, et de création et préservation d'emplois. Ceci porte à près de € 1,5 milliard le montant des approbations depuis le début de l'année, dont 72% au bénéfice des pays du groupe cible. Enfin, la récente inscription de la CEB à la liste des organisations internationales éligibles à l'aide publique au développement (APD), souligne l'engagement de la Banque et de ses membres à promouvoir le développement social en Europe.

Dear Reader,

The focus of the third issue of CEB *INFO* this year is on education, and with good reason. Education is not only a fundamental human right but also key to social development and a *sine qua non* condition for a competitive economy.

It is also an area of social investment in which the Council of Europe Development Bank (CEB) has been active for decades. From the construction and renovation of education establishments to the provision of teaching equipment, learning materials and training programmes, the CEB has been playing a full role in the development and functioning of education systems across Europe through the financing of projects. Our priorities include promoting inclusive education for minority and disadvantaged groups and ensuring equal access to education and equitable learning outcomes.

You can read more about the CEB's loan activity and investment strategy vis-à-vis the education sector in the interview with our Technical Advisor for Education, Yaël Duthilleul, and in the article on CEB investment in education. The case studies of CEB-financed education projects in Romania, Albania, Montenegro and Finland provide concrete examples of the ways in which we support and promote the right to education both in target group and non-target group countries.

Meanwhile, the CEB continues to invest in social cohesion across Europe in various other areas. In the third quarter of 2014, the Bank approved projects totalling € 225 million in public infrastructure with a social vocation, flood prevention, and job creation and preservation. This brings the total amount approved so far this year close to € 1.5 billion, 72% of which has been for target group countries. The recent listing of the CEB as an ODA-eligible international organisation, on which you can read more in this issue, underscores the commitment of the Bank and its members to promoting social development in Europe.

Approbations au 30 septembre 2014

Cinq demandes de prêt d'un montant total de € 225 millions ont été approuvées par le Conseil d'administration de la CEB au troisième trimestre 2014. Trois d'entre elles, soit environ 67% du montant total, concernaient des pays du groupe cible.

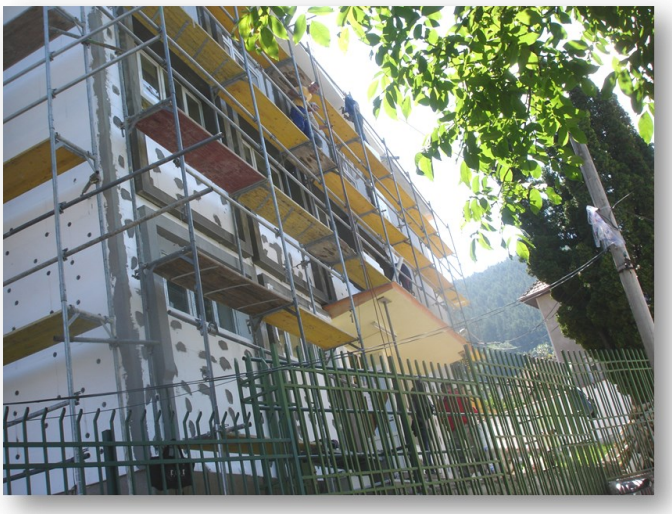
Les détails des projets sont présentés ci-dessous.

Croatie : € 40 millions accordés au gouvernement en vue de mesures de prévention des inondations, ciblant plus particulièrement les populations vivant dans le bassin du Danube et dans le bassin de la mer Adriatique. Les conséquences tragiques des inondations récentes dans les Balkans ont démontré que les pays de la région devaient continuer de développer, moderniser et élargir leurs systèmes de protection contre les inondations.



Finlande : € 60 millions en faveur de la ville de Vantaa pour la construction ou la rénovation des infrastructures publiques dans les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle, de la santé et des services aux personnes âgées. Ce numéro du CEB *INFO* contient un article sur les méthodes adoptées par la ville de Vantaa pour faire face aux enjeux de sa croissance démographique.

République de Moldova : € 10 millions accordés à ProCredit Bank SA Moldova pour financer les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) afin de favoriser l'emploi, de renforcer la compétitivité et de faciliter la création de nouvelles entreprises. La valeur ajoutée de la CEB réside dans sa capacité à apporter, à des conditions tarifaires accessibles, les ressources financières à moyen et long terme dont les PME ont besoin.



Portugal : € 15 millions pour Instituto da Habitação e da Reabilitação Urbana afin de réhabiliter des bâtiments situés en centre-ville – notamment ceux de plus de 30 ans – et proposer ainsi des logements entièrement rénovés à des loyers abordables, ainsi que des bureaux ou locaux commerciaux. Le programme s'accompagnera d'une série d'avantages fiscaux pour les propriétaires qui devront s'engager à louer leurs biens à un tarif modéré sous conditions.

République tchèque : € 100 millions accordés à Komerční Banka, a.s., pour des investissements réalisés par les municipalités tchèques et des entreprises mixtes publiques/privées visant à améliorer les conditions de vie en milieu urbain et rural, à moderniser les infrastructures publiques et à renforcer la protection de l'environnement. Les fonds prêtés par la CEB permettront de combler les besoins de financement des projets cofinancés par l'Union européenne et contribueront, par conséquent, à une absorption plus rapide et efficace des fonds.

Ces nouveaux projets portent le montant total approuvé depuis le début de l'année à € 1 486 millions, dont 72% en faveur des pays du groupe cible.

Loans-projects activity

Approvals as of 30 September 2014

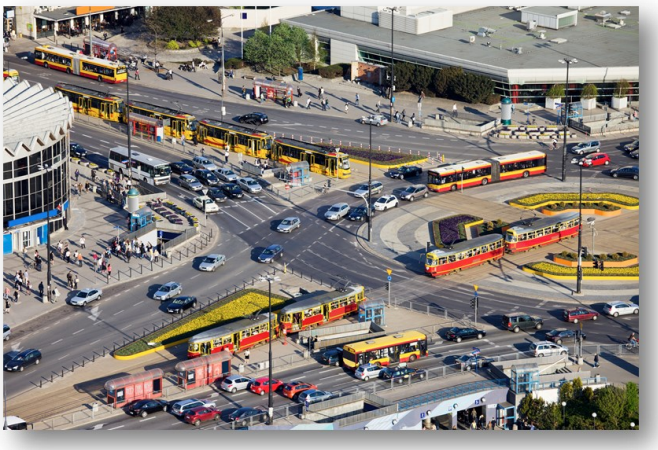
Five loan applications, amounting to a total of € 225 million, were approved by the CEB's Administrative Council during the third quarter of 2014. Three of the applications, representing almost 67% of the total amount of all approvals, concerned countries in the target group.

Details of the projects are presented below.

Croatia: € 40 million to the Government for flood prevention measures specifically targeted to the populations living in the Danube River Basin and in the Adriatic Basin. The tragic consequences of the recent floods in the Balkan area have demonstrated the need for the countries in the region to continuously develop, upgrade and expand their flood protection systems.

Czech Republic: € 100 million to Komerční banka, a.s. for investments by Czech municipalities and public-private enterprises aimed at improving living conditions in urban and rural areas, modernising public infrastructure and reinforcing environmental protection. The CEB funds will help to bridge the financing gaps on projects co-financed with EU Funds and therefore contribute to a more efficient and expeditious absorption of the financial resources.

Finland: € 60 million to the City of Vantaa for the construction or renovation of public infrastructure in the areas of education, vocational training, health, and care for the elderly. Read about how the City of Vantaa is responding to the challenges of its growing population in this issue of CEB *INFO*.





Republic of Moldova: € 10 million to ProCredit Bank SA, Moldova, to finance micro, small and medium-sized enterprises in order to promote job creation and preservation, strengthen competitiveness, and foster the emergence of new businesses. The CEB's added value lies in providing the necessary medium and long-term financial resources to MSMEs on an affordable basis.

Portugal: € 15 million to Instituto da Habitação e da Reabilitação Urbana for the rehabilitation of buildings – particularly those more than 30-years old – in Portuguese city centres in order to offer improved rental housing at affordable rates as well as commercial/business premises. The programme will be accompanied by a series of tax facilities aimed at reducing the financial burden for building owners who, in turn, commit to letting their property on certain conditions and at affordable rates.

These new projects bring the total amount approved so far this year to € 1,486 million. 72% of that amount has been for the benefit of target group countries.

Investir dans l'éducation en Europe : l'expérience de la CEB

L'éducation est un droit social fondamental inscrit dans les principes du Conseil de l'Europe, dont les retombées bénéficient à la société tout entière. Sur le plan collectif, une population active instruite et qualifiée est essentielle à la compétitivité d'un pays, qui s'appuie de plus en plus sur l'économie du savoir. À titre individuel, un bon niveau d'études est source de nombreux avantages socioéconomiques : revenu supérieur, meilleure santé, espérance de vie plus longue, engagement citoyen, satisfaction personnelle et insertion sociale. Une éducation de qualité, l'accent mis sur la formation et plus généralement l'apprentissage continu sont devenus déterminants pour aider l'Europe à se relever de la crise économique et financière la plus grave des 50 dernières années.

Depuis sa création, la CEB a essentiellement contribué à financer par ses prêts le développement d'infrastructures matérielles et d'équipements dans le secteur de l'éducation. Au fil du temps, des investissements immatériels tels que le perfectionnement professionnel (dont les programmes de formation continue) sont venus compléter et soutenir la réalisation d'infrastructures. La combinaison de financements matériels et immatériels joue un rôle capital dans le développement et le bon fonctionnement des systèmes éducatifs des États membres de la CEB.

La Banque intervient à tous les niveaux du système éducatif, qu'il s'agisse d'écoles maternelles, primaires, d'établissements secondaires ou d'universités. Elle finance la construction et la modernisation des établissements scolaires et universitaires, y compris les équipements sportifs et culturels, l'hébergement des élèves et étudiants et les structures de formation professionnelle. Elle soutient également la fourniture de matériel pédagogique et de supports d'apprentissage. Par ailleurs, la CEB peut financer des programmes de formation et des investissements publics ou privés dans la recherche et le développement scientifiques.

Au total, de sa création à fin 2013, la CEB a approuvé € 5,5 milliards de projets et décaissé € 4,2 milliards de prêts dans le secteur de l'éducation, soit 11% du total des projets approuvés et prêts décaissés. Mais c'est depuis le milieu des années 1990 que ce secteur d'intervention a pris de l'ampleur avec un total cumulé de € 4,6 milliards de projets approuvés à fin 2013.

En termes de distribution géographique, les prêts de la CEB en faveur de l'éducation sont répartis sur 30 pays d'opération. Dans les pays cibles de la CEB, en Europe centrale, orientale et du Sud-Est, les approbations ont beaucoup progressé entre 2004 et 2013 pour atteindre le tiers des prêts approuvés dans ce domaine.

La CEB met en œuvre des projets éducatifs principalement en collaboration avec les gouvernements, dans le cadre de politiques sectorielles nationales. La Banque a également diversifié son portefeuille et financé plusieurs projets multisectoriels comprenant un volet éducatif, mis en œuvre par des autorités locales et le secteur bancaire. Sur les 10 dernières années, les emprunteurs dans le domaine de l'éducation sont pour 28% des institutions financières privées, des banques commerciales par exemples, les 72% restants relevant du secteur public réparti entre administrations centrales, régionales ou locales (65%) et institutions financières publiques travaillant exclusivement ou majoritairement avec des collectivités locales (7%).

Plusieurs programmes éducatifs de grande envergure, totalisant € 639 millions de prêts, ont été mis en œuvre en coopération avec d'autres institutions financières internationales, à savoir la BEI et la Banque mondiale. Certains projets, totalisant € 417 millions, ont par ailleurs été cofinancés par des Fonds structurels de l'Union européenne.



Loans-projects activity

Investing in education in Europe: the CEB's experience

Education is a fundamental social right embedded in the principles of the Council of Europe, bringing significant benefits to society. At collective level, an educated and skilled workforce is essential for a country's competitiveness, particularly in today's knowledge economy. On an individual level, educational attainment brings socio-economic gains to people in the form of higher income, better health, longer lives, civic engagement, life satisfaction and social inclusion. High quality education, training and, more generally, lifelong learning have become essential in helping Europe recover from the most severe economic and financial crisis in 50 years.

Since the Bank's establishment, its lending activity has mainly contributed to developing physical infrastructure and equipment in the education sector. Over time, soft-side investments such as professional development and lifelong learning programmes have come to complement and support infrastructure. This combination of hard and soft investments has played a crucial role in the development and functioning of education systems in CEB Member States.

The CEB takes action at all levels of the education system, whether in pre- and primary schools, secondary schools or universities. The Bank finances the construction and modernisation of school and university establishments, including sports and cultural equipment, housing for school and university students, vocational training infrastructure. It also finances the provision of teaching equipment and learning materials. Moreover, the CEB can finance training programmes and public or private investments involving scientific research and development.

From its creation to end 2013, the CEB approved € 5.5 billion and disbursed € 4.2 billion in loans to the education sector, representing a stable 11% share of all CEB loans approved and disbursed. Since the mid 1990s, this sector of action has grown significantly, with a total of € 4.6 billion approved at end 2013.

The geographic distribution of CEB lending in the education sector has reached 30 countries of operation. In the CEB's target countries in Central, Eastern and South-Eastern Europe, this sector has particularly gained in importance, representing one third of all CEB education lending approved between 2004 and 2013.



The CEB has implemented education projects mostly with central governments within broad national sectoral policies. The Bank has also diversified its portfolio and financed a number of multi-sector projects with an education component with local authorities and the local banking sectors. During the past ten years, 28% of CEB borrowers in the education sector were private financial institutions, i.e. commercial banks, while 72% of CEB borrowers were public, i.e. central, regional or local public administrations (65%) and public financial institutions operating mainly or exclusively for local governments (7%).

A number of large-scale education programmes, totalling € 639 million in CEB loans, have been implemented in co-operation with other international financial institutions, namely the EIB and the World Bank. Furthermore, several education projects, totalling € 417 million in CEB loans, have been co-financed with EU Structural Funds.

Investir dans l'éducation : études de cas

Améliorer la qualité de l'enseignement préscolaire en Roumanie

La CEB soutient une réforme de grande envergure de l'enseignement préscolaire en Roumanie par le biais d'un prêt de € 66,8 millions. L'un des volets principaux de cette réforme vise à améliorer la qualité de l'éducation grâce à la formation continue des enseignants et à la fourniture de supports pédagogiques.

Le projet encourage un développement professionnel novateur, intégré et complet de tous les personnels travaillant dans les écoles maternelles, qu'il s'agisse des enseignants, des auxiliaires ou des directeurs d'établissement, dans le but de renforcer les compétences et les aptitudes essentielles à l'amélioration de l'enseignement préscolaire.

L'ensemble des enseignants et du reste des équipes des écoles maternelles roumaines ont reçu cette formation, qui encourage une approche et une compréhension communes du développement et de l'apprentissage des enfants de 3 à 6 ans. En matière de petite enfance, les formations sont axées sur l'enfant et concentrées sur les bonnes pratiques d'éducation. Les parents bénéficient également d'une aide visant à leur faire comprendre l'importance d'une scolarisation précoce et du rôle qu'ils peuvent jouer dans l'éducation de leurs enfants.

Soutien à la réforme de l'éducation en Albanie

En 2006, la CEB s'est associée à la Banque mondiale et à la Banque européenne d'investissement pour financer une vaste réforme du secteur de l'enseignement en Albanie, conformément à la Stratégie nationale d'éducation.

Ce projet était articulé autour de quatre domaines prioritaires : renforcer le leadership, la gestion et la gouvernance du système éducatif ; améliorer les conditions d'enseignement et d'apprentissage ; améliorer et rationaliser les infrastructures scolaires ; et préparer la réforme de l'enseignement supérieur.

L'approche dite sectorielle est ce qui distingue ce projet des autres interventions de la CEB dans le domaine de l'éducation. Tous les niveaux d'enseignement étaient concernés et la mise en œuvre était alignée sur le cadre de décentralisation albanais.



Le partenariat entre les trois banques a permis de partager les coûts de mise en œuvre et le Ministère de l'Éducation a bénéficié de l'expertise des institutions financières internationales. Une des grandes réussites du projet a été de renforcer la capacité institutionnelle du ministère, sans oublier l'adoption de la loi pré-universitaire, la réforme du programme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et la mise en place de normes professionnelles pour les enseignants.

Meilleure conception, réduction des coûts : la construction d'écoles maternelles au Monténégro

La CEB travaille étroitement avec le gouvernement du Monténégro afin d'apporter des solutions novatrices pour la construction d'écoles maternelles. L'objectif est de concevoir des établissements scolaires de qualité sous un angle plus ouvert et plus souple, et ce faisant de soutenir des innovations favorisant à la fois le développement de l'enfant et une utilisation plus rationnelle de l'espace.

La réduction des coûts qui s'ensuit doit permettre de construire davantage d'établissements et d'augmenter la capacité d'accueil. Plus d'enfants pourront alors bénéficier d'une éducation préscolaire.

Un manuel détaillant les solutions de conception a été rédigé dans le cadre de ce projet financé par la CEB. Il sert de référence à la formation des architectes et autres professionnels impliqués dans la conception et la construction d'écoles maternelles au Monténégro.

Investing in education: case studies

Improving the quality of preschool education in Romania

With a loan of € 66.8 million, the CEB is supporting a wide-reaching reform of preschool education in Romania. One of its major components is improving the quality of preschool education through in-service teacher training and the provision of teaching-learning materials.

The project promotes innovative, integrated and global professional development that addresses all categories of human resources in the kindergarten, including teachers, support staff and school directors. The objective is to develop the skills and competences that are critical to improving preschool education.

Training has been provided to all preschool teachers and other staff throughout the country. It promotes a common approach and an understanding of child development and learning for all staff working with 3-6 year-old children. The training is based on the best practices in child-centred early childhood education. Support is also provided to help parents understand the importance of early action and education and the role they can play in educating their children.

Supporting education reform in Albania

In 2006, the CEB partnered with the World Bank and the European Investment Bank to fund a large-scale reform of the education sector in Albania, in line with the country's National Education Strategy.

The project was designed around four priority areas: strengthening leadership, management and governance of the education system; improving conditions for teaching and learning; improving and rationalising education infrastructure; and setting the stage for reform of higher education.

What set this project apart from other CEB initiatives in the field of education was its sector-wide approach. The project addressed all levels of education and its implementation was aligned with the country's decentralisation framework.

The partnership between the three banks made it possible to share the costs of supervision, at the same time giving the Ministry of Education access to various areas of expertise within the IFIs. The increase in the institutional capacity of the Ministry of Education was one of the major achievements of the project, together with the approval of the law on secondary education, the revision of the upper secondary education curriculum and the definition of professional standards for teachers.

Smarter design, lower costs: building kindergartens in Montenegro

The CEB is working together with the government of Montenegro to introduce innovative design solutions in the construction of preschools. The objective is to encourage a more flexible and open approach to the design of high quality educational facilities, supporting innovations that foster children's development and promote more efficient use of space.

A more efficient use of space leads to lower costs, making it possible to build more facilities and increase capacity. As a result, more children are able to benefit from preschool education.

A manual of design solutions has been developed under the auspices of this CEB-funded project. The manual serves as a basis for the training of architects and other professionals involved in the design and construction of kindergartens in Montenegro.



Interview avec Yaël Duthilleul, Conseiller Technique pour l'éducation



Pourquoi la CEB investit-elle dans l'éducation ?

Dans le cadre de son engagement visant à renforcer la cohésion sociale en Europe, la CEB soutient les investissements en faveur de l'éducation dès lors qu'ils constituent un moyen de favoriser une croissance économique et sociale plus équitable.

Quelle est l'expérience actuelle de la CEB dans ce domaine ?

L'intérêt pour ce secteur a incontestablement augmenté au fil du temps. Sur les € 5,5 milliards de projets approuvés dans ce secteur depuis sa création en 1957, 40% l'ont été au cours des 15 dernières années. Notre portefeuille s'est diversifié tant en termes d'objectifs que de répartition géographique. Nous intervenons désormais à tous les niveaux du système éducatif, des écoles maternelles à l'enseignement supérieur. Nos modalités de prêt se sont également élargies : nous finançons des projets d'éducation par des prêts directs aux gouvernements ou par le biais de banques intermédiaires, et nous cofinançons aussi des projets de l'Union européenne ou des investissements avec d'autres banques multilatérales.

La CEB soutient l'éducation non seulement par le biais de projets d'infrastructures, mais aussi par des investissements immatériels. Pouvez-vous nous en dire un peu plus ?

En effet, nos prêts ne servent pas uniquement à financer des investissements d'infrastructure, même si cette orientation a longtemps prévalu. Nous avons par exemple soutenu la réforme complète de l'enseignement en Albanie qui a concerné le secteur éducatif dans son ensemble, des écoles maternelles à l'enseignement supérieur. Cela s'est traduit aussi bien par des travaux de construction que par la réforme des programmes d'études, le perfectionnement professionnel des enseignants ou encore la fourniture d'équipements informatiques et scientifiques pour les établissements scolaires et universitaires. Nous soutenons également le développement de l'enseignement préscolaire en Roumanie, qui combine travaux de construction visant à étendre le nombre de maternelles en milieu rural, développement professionnel des enseignants et fourniture de supports pédagogiques, sur l'ensemble du territoire.

Comment la CEB s'est-elle adaptée à l'évolution du secteur de l'éducation ?

Il est important de comprendre que les enjeux de l'éducation ont évolué avec le temps, en particulier dans les pays européens où nous intervenons. La priorité n'est plus simplement de garantir l'égalité d'accès, mais bien de s'assurer que les acquis sont équitablement partagés. Dans cette optique, les investissements immatériels deviennent primordiaux, car ce sont eux qui peuvent faire la différence en la matière. Et même pour relever l'un des défis sociaux les plus urgents en Europe, à savoir favoriser l'insertion des populations roms, nous devons intégrer la dimension "immatérielle" des investissements : c'est le cas notamment dans la stratégie mise en place pour un projet en Hongrie, un prêt-relais destiné au Fonds pour l'éducation des Roms. Compte tenu des transformations économiques et sociales que nous connaissons, marquées par la mondialisation et l'hyperconnectivité, il devient essentiel de moderniser l'enseignement et de revoir les méthodes d'apprentissage. Bien sûr, investir dans la construction et les travaux de génie civil continuera d'être important dans la mesure où nous devons nous assurer que nous créons les environnements favorables à la mise en place de ces nouvelles conceptions de l'apprentissage.



Interview with Yaël Duthilleul, Technical Advisor on Education

Why does CEB invest in education?

As part of its engagement to strengthen social cohesion in Europe, the CEB supports education investments as a means of promoting more equitable economic and social growth.

What has been the CEB's experience in this field to date?

The interest in the sector has certainly increased over the years. Out of the € 5.5 billion approved for the sector since its creation in 1957, 40% has been approved in the last 15 years. Our portfolio has become more diversified both in terms of focus and geographical distribution. We are now supporting education at all levels, from preschool to higher education. The modalities of our lending have also broadened: we now finance education projects directly through loans to Governments or through intermediary Banks, and we also co-finance EU projects as well as investments with other multilateral banks.

The CEB supports education not only through infrastructure projects but also via soft investments. Can you tell us more about those?

Indeed, we are not limited to lending money solely for infrastructure investments, even if this has been the dominant trend. For example, we have provided support for comprehensive education reform in Albania that addressed all levels of education, from preschool to higher education, and included not only civil works, but also curriculum and teacher development as well as the provision of science and IT equipment for schools and for universities. We are also supporting the development of the preschool sector in Romania, combining investments in civil works aimed at expanding the preschool sector in rural areas with the professional development of preschool teachers and the provision of learning materials to all kindergartens throughout the country.

How has the CEB adapted to the changes in education sector?

It is important to understand that over time the challenges of education, particularly in the EU countries we support, have evolved from having mostly to focus on ensuring equity of access to now having to ensure equity of learning outcomes. As a result of this development, it is the "soft" side that has become critical, as it is this type of investment that can make a difference in learning outcomes. Even to address one of the most pressing social challenges in Europe, which is to promote the inclusion of the Roma populations, we need to consider the "soft" side of investments, as is the case with the strategies supported by a project in Hungary involving a bridge financing loan to the Roma Education Fund. Given the social and economic transformations we are experiencing living in a highly connected and globalised world, it is becoming essential to rethink what type of learning is relevant today and how we should learn. Of course, investing in civil works remains important, as we need to ensure we create the enabling environments that facilitate these new conceptions of learning.

Finlande : aider la ville de Vantaa à faire face à ses enjeux démographiques

Vantaa, quatrième ville de Finlande et membre de la communauté urbaine d'Helsinki, a vu sa population s'accroître fortement sous l'effet conjugué de l'immigration et de l'urbanisation.

Sa population ne cesse d'augmenter, avec une croissance moyenne de 20% tous les 10 ans. Cette tendance démographique devrait se poursuivre au cours des prochaines années. En 2014, Vantaa compte 210 000 habitants. Les immigrants représentent environ 12% de la population, soit plus du double de la moyenne nationale (5%).

La ville de Vantaa a identifié des besoins en investissements sociaux s'élevant à plus de € 370 millions, dans le cadre du Programme de développement à long terme de son réseau de services (2014-2023). Ces investissements couvrent un large éventail de projets qui mettent l'accent sur l'éducation.

L'éducation, une priorité

La ville compte à l'heure actuelle 25 000 élèves scolarisés dans l'enseignement primaire et secondaire et 10 000 enfants en crèche. La pression de la migration se fait sentir dans les établissements scolaires, où le nombre d'élèves issus de l'immigration varie entre 15% et 17%.

Dans certaines parties de la ville, le nombre d'élèves ne parlant ni le finnois ni le suédois est beaucoup plus élevé : dans le district de Hakunila par exemple, 30,2% des enfants en crèche et 26,3% des écoliers du primaire sont d'origine étrangère.



Quel que soit le niveau de la scolarité, Vantaa propose des formations complémentaires pour les enfants immigrés afin de favoriser leur insertion dans la société finlandaise. Des cours spécifiques sont organisés pour les élèves qui ne maîtrisent pas suffisamment le finnois pour entrer à l'école maternelle ou primaire. Ces cours de soutien permettent d'améliorer les compétences linguistiques des élèves et de prévenir le risque d'exclusion de la société finlandaise. Dans les établissements d'enseignement professionnel, des formations spéciales, adaptées aux besoins des jeunes immigrés, sont également proposées.

Les objectifs du prêt de la CEB

En septembre 2014, le Conseil d'administration a approuvé un prêt de € 60 millions, destiné à financer une partie des infrastructures sociales de la ville de Vantaa, notamment la construction de nouvelles installations, ainsi que la réhabilitation, la rénovation ou l'agrandissement de structures existantes, la plupart d'entre elles ayant été bâties entre 1960 et 1980.

Ce programme vise à améliorer les conditions de vie quotidienne des immigrants et des réfugiés et à favoriser leur insertion sociale. Le prêt répond au besoin d'améliorer les infrastructures sociales publiques dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la culture et du sport, ce qui permettra ainsi à la municipalité d'offrir une meilleure qualité de service.

L'enseignement et la formation professionnelle représenteront environ 70% du coût total du programme. 24 écoles et 18 crèches figurent sur la liste préliminaire des investissements qui seront financés par la CEB sur la période 2014-2017, bénéficiant ainsi à un grand nombre d'élèves. Parmi les dépenses éligibles figurent le coût des travaux de construction et de rénovation des bâtiments accueillant tous les types d'établissement (écoles primaires, secondaires et professionnelles, installations sportives) ainsi que l'achat des équipements nécessaires.

Les investissements attendus dans le secteur de l'éducation devraient ainsi transformer Vantaa en une ville, dont la croissance est nourrie par l'éducation et l'apprentissage. En investissant dans l'éducation, la ville répond aux évolutions démographiques tout en affirmant ses valeurs fondamentales : innovation, développement durable et insertion sociale.

Finland: helping the City of Vantaa address demographic challenges

The fourth largest city in Finland and part of the Helsinki metropolitan area, Vantaa has seen its population significantly increase as a result of immigration and urbanisation.

The number of inhabitants is constantly growing, with an average rise of 20% every ten years. This demographic trend is expected to continue in the coming years. In 2014, Vantaa has a total of 210 000 residents. Immigrants make up almost 12% of the population, which is more than twice the national average of 5%.

The City of Vantaa has identified more than € 370 million in funding needs for social investment within the framework of Vantaa's services network development programme for 2014 – 2023. Investments cover a wide array of projects with a focus on education.

Education as a priority

There are currently 25 000 students enrolled in primary and secondary education and 10 000 children in day care centres. The pressure of immigration is felt in educational establishments, where the number of students with immigrant backgrounds varies between 15 and 17%.

In some parts of the city, the number of students who are neither Finnish nor Swedish speakers is much higher – in the district of Hakunila for example, 30.2% of children enrolled in day care centres and 26.3% of primary school children are of foreign origin.

At all levels of education, Vantaa provides additional training for immigrant children so as to foster their integration into Finnish society. There are special preparatory classes for those students whose Finnish is not good enough to attend preschool or primary education. Preparatory education bolsters the students' Finnish language skills and prevents their exclusion from society. At vocational school level, special training tailored to the needs of immigrant children is also available.



CEB Programme loan objectives

In September 2014, the Administrative Council approved a loan of € 60 million to partially finance investments in the social infrastructure of the City of Vantaa, including the construction of new facilities as well as the restoration, renovation or extension of existing structures, as most of them were built during the period 1960-1980.

This programme is intended to enhance the everyday living conditions of immigrants and refugees, as well as to promote their social integration. The loan addresses the need to improve social infrastructure such as educational, health, culture, sports and public infrastructure facilities, and to enable municipalities to provide a higher standard of services.

Education and vocational training will represent almost 70% of the total programme costs. According to the preliminary list of planned investments to be financed by the CEB, 24 schools and 18 preschool day-care centres have been identified for investments in 2014-2017, with a high number of final beneficiaries. Eligible expenditures will include the cost of construction and renovation works for all types of educational institutions: primary and secondary schools, vocational schools, sports amenities, and the purchase of necessary equipment.

The planned investments in the education sector aim to turn Vantaa into a city that relies on learning and education for growth. By investing in education, the city is responding to demographic changes as well as bolstering its core values: innovation, sustainable development and social inclusion.

Résultats semestriels

Après une amélioration progressive au cours de l'année 2013, les indicateurs financiers et économiques de plusieurs pays de la zone euro sont restés prometteurs durant la première moitié 2014. Néanmoins, dans un contexte géopolitique tendu, les risques globaux demeurent importants et certaines économies encore instables.

Au 30 juin 2014, le résultat net de la CEB s'élevait à € 60 millions, en très légère baisse par rapport à la première moitié de 2013 (- € 1 million, soit - 1,5%).

Concernant l'activité de prêts, le montant des projets approuvés était de € 1 261 millions et celui des prêts décaissés de € 615,6 millions, soit une hausse de 22,4% par rapport à juin 2013. Comparé à l'année précédente, l'encours des prêts a augmenté de 4,3%, atteignant € 12 964 millions au 30 juin 2014, conformément aux objectifs du Plan de développement 2014-2016.

Le total du bilan de la CEB s'élevait à € 25 314 millions, stable (- 1%) par rapport à 2013. La contraction des avances "autres créances" de € 4 479 millions fin juin 2013 à € 3 180 millions fin juin 2014 a été compensée par une hausse des deux portefeuilles "Actifs financiers disponibles à la vente" et "Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance" de respectivement 26% et 5%. Les capitaux propres ont progressé de + 8% sur un an, à € 2 527 millions.

Depuis le début de l'année, la Banque a émis pour un montant total de € 2,6 milliards, soit 66% de l'autorisation d'emprunt de € 4 milliards pour 2014.

Autorisation d'emprunt pour 2015

Chaque année, le Conseil d'administration accorde au Gouverneur une autorisation d'emprunt, qui fixe le montant global en EUR au sein duquel il est permis au Management de négocier et de conclure des contrats d'émission de maturité supérieure ou égale à un an. Toutes les transactions de financement doivent être exécutées aux conditions les plus favorables des marchés de capitaux internationaux. Elle permet de surcroît le recours aux instruments de maturité de moins d'un an, notamment dans le cadre d'opérations sous le programme *Euro Commercial Paper*.

Les objectifs principaux de l'autorisation d'emprunt sont de rendre possibles les opérations de prêts, de maintenir le niveau de trésorerie requis et d'honorer les obligations de remboursement de la dette de la CEB arrivée à échéance.

Cette autorisation d'emprunt repose sur l'analyse détaillée du besoin global de financement pour l'année à venir, compte tenu notamment des besoins de liquidité et des prévisions d'activité concernant les prêts. Pour 2015, cette autorisation s'élève à EUR 4,6 milliards.

* non-audités	30/06/2014*	30/06/2013*	31/12/2013
Prêts décaissés	616	503	1 845
Projets approuvés	1 261	1 408	2 274
Engagements signés	401	625	2 262
Encours de prêts	12 508	11 990	12 582
Émissions [1]	2 640	2 064	3 227
Fonds propres *(après affectation du résultat)*	7 387	7 187	7 320
Capitaux propres *(après affectation du résultat)*	2 527	2 333	2 460
Total du bilan	25 314	25 472	24 485
Bénéfices	60	61	111,3

[1] La contrevaleur en euros au cours de change du jour de l'émission

Dernières informations sur le rating de la CEB

Suite aux réunions d'évaluation annuelle 2014 avec les agences de notations, Fitch Ratings et Standard & Poor's ont maintenu leurs très bonnes notations à AA+, perspective stable. Moody's a abaissé la notation de la CEB d'un cran, au même niveau, à Aa1 perspective stable. Ces notations reflètent la forte liquidité de la CEB, le solide soutien de ses actionnaires et sa gestion des risques conservatrice.

Financial activities

Half year results

After a progressive recovery during 2013, the financial and economic indicators of several Eurozone countries remained promising during the first half of 2014. Nevertheless, in a tense geopolitical context, global risks are still high and some economies remain unstable.

At 30 June 2014, the CEB's net profit amounted to € 60 million, a slight decrease compared to the first half of 2013 (- € 1 million, i.e. - 1.5%).

Regarding the lending activity, projects approved amounted to € 1 261 million while loans disbursed totalled € 615.6 million, showing an increase of 22.4% versus June 2013. Compared with the same period last year, the loans outstanding increased by 4.3%, reaching € 12 964 million at 30 June 2014, fully in line with the Development Plan 2014-2016.

The CEB's total assets amounted to € 25 314 million, stable (- 1%) versus the previous period. The contraction in "advances" (bank deposits) from € 4 479 million at end June 2013 to € 3 180 million at end June 2014 was compensated by an increase in both the "Available-for-sale financial assets" and "Financial assets held to maturity" portfolios of 26% and 5% respectively. Equity increased by + 8% to € 2 527 million over a twelve-month period.

Since the beginning of the year, the Bank has launched two issues amounting to € 2.6 billion, representing 66% of the 2014 borrowing authorisation of € 4 billion.

* unaudited	30/06/2014*	30/06/2013*	31/12/2013
Loans disbursed	616	503	1 845
Projects approved	1 261	1 408	2 274
Financing commitments signed	401	625	2 262
Loans outstanding	12 508	11 990	12 582
Issues [1]	2 640	2 064	3 227
Own funds (after allocation of profit)	7 387	7 187	7 320
Equity (after allocation of profit)	2 527	2 333	2 460
Total assets	25 314	25 472	24 485
Net profit	60	61	111.3

[1] The exchange value in euros with the exchange rate at the date of issue

Borrowing authorisation for 2015

The borrowing authorisation is given to the Governor each year by the Administrative Council. It establishes the total amount in EUR within which the Management is authorised to negotiate and conclude new issue transactions and loans to be received by the CEB with maturities of one year or more. All funding transactions have to be executed under the best available terms on the international capital markets. The borrowing authorisation also gives recourse to instruments with maturities of less than one year, in particular within the framework of operations in the Euro Commercial Paper Programme.

The main objectives of the borrowing authorisation are to fulfil lending needs, to maintain the required liquidity level and to meet the CEB's repayment obligations on maturing debt.

The borrowing authorisation is based on a detailed analysis of the overall financing requirements for the coming year, in particular taking into account the CEB's liquidity and loan activity projections. For 2015 the authorisation stands at EUR 4,600 million.

Latest information on CEB rating

Following the 2014 annual assessment meetings with the rating agencies, Fitch Ratings and Standard & Poor's have maintained their very high ratings, at AA+, outlook stable. Moody's has downgraded the CEB's rating by one notch to the same level at Aa1, stable outlook. These ratings mirror the CEB's strong liquidity, its sustained shareholder support and its conservative risk management.

	Moody's	Standard & Poor's	Fitch Ratings
Long term rating	Aa1 Outlook stable	AA+ Outlook stable	AA+ Outlook stable
Short term rating	P-1	A-1+	F1+
Rating action	5 June 2014	31 July 2014	10 September 2014

Répondre au problème des mines antipersonnel déplacées par les inondations en Bosnie-Herzégovine

Les pluies diluviennes qui se sont abattues sur la Bosnie-Herzégovine en mai 2014 ont touché un million de personnes et entraîné des inondations et des glissements de terrain dévastateurs, qui ont infligé des dégâts importants aux infrastructures, au secteur agricole et aux entreprises.

Or, 70% des régions sinistrées contiendraient des mines antipersonnel alors que plus de 50 glissements de terrain s'y sont produits. De nombreux engins explosifs ont été emportés vers des zones auparavant déclarées non dangereuses, et une grande partie des panneaux d'avertissement permettant de délimiter les terrains minés a tout simplement disparu.

Un héritage de la guerre

Plus de 20 ans après la fin de la guerre, la Bosnie-Herzégovine demeure l'un des pays les plus "minés" au monde. On estime que plus de 100 000 mines et munitions non explosées sont encore enfouies dans le sol, mettant directement en danger plus d'un demi-million d'hommes, de femmes et d'enfants.

Ainsi, les mines antipersonnel représentent une menace majeure pour la sécurité des personnes, tout en freinant le développement socio-économique et les opérations de reconstruction.

L'intervention de la CEB

Au lendemain des inondations, la CEB a rapidement pris contact avec l'*International Trust Fund Enhancing Human Security* (ITF), une organisation slovène à but non lucratif qui se consacre à l'élimination des menaces qui pèsent sur les civils suite à des guerres ou d'autres bouleversements. La Banque a approuvé un don de € 100 000 en faveur d'ITF afin d'apporter une aide d'urgence à la Bosnie-Herzégovine.

"Une évaluation secondaire a confirmé que près de 105 km² de zones inondées étaient susceptibles de contenir des mines et des munitions non explosées", a expliqué Gregor Sančanin, directeur du bureau d'ITF pour la Bosnie-Herzégovine. "Il était urgent de réexaminer et de re-cartographier les zones suspectes et, surtout, de sensibiliser la population vivant dans les



zones dangereuses, en particulier les enfants, aux risques engendrés par les mines."

Dans les communautés de Tuzla, Kalesija, Gračanica, Lukavac, Maglaj, Zavidovići, Sapna and Teočak, les partenaires d'ITF procèdent actuellement à des études non techniques approfondies sur le terrain, réalisées manuellement par des experts. L'opération est lente et périlleuse : un éclaireur chevronné a été tué la veille de l'arrivée de la délégation de la CEB sur le site.

ITF prévoit d'examiner à nouveau environ 5 km² de zones à risque, d'élaborer de nouvelles cartes et de mettre en place des panneaux pour sécuriser les zones dangereuses. À Bosanska Posavina, ITF sensibilise également les communautés aux risques générés par les mines. Le projet, qui mise aussi sur des campagnes médiatiques et la pose de panneaux d'affichage, cible avant tout les écoliers au travers de camps d'été et aux représentations d'une pièce de théâtre intitulée "Procès d'une mine et d'une grenade".

Pour M. Sančanin, "la CEB contribue significativement à résoudre le problème posé par la présence de mines et autres engins explosifs en Bosnie-Herzégovine, récemment aggravé par les inondations et glissements de terrain. Elle permet en particulier d'intervenir auprès des habitants des régions minées sinistrées, notamment des enfants, qui constituent le groupe le plus vulnérable. Le soutien et l'action de la CEB suite aux événements de 2014 contribuent à protéger les populations et permettront la poursuite du déminage du pays dans les années à venir."

Post-flood mine response in Bosnia and Herzegovina

In May 2014, Bosnia and Herzegovina suffered devastating floods and landslides as a result of prolonged rainfall. The floods affected one million residents, causing great damage to infrastructure, agriculture and business.

70% of the flood-affected areas are suspected to contain landmines, while more than 50 landslides occurred in mine-contaminated areas. The floods and landslides not only shifted some of the mines to previously safe areas, but also destroyed many of the warning signs, leaving known minefields without any markings.

Legacy of war

Almost twenty years after the end of the war, Bosnia and Herzegovina remains one of the most mine-contaminated countries in the world. It is estimated that more than 100 000 landmines and unexploded ordnance (UXO) are still left in the ground, directly jeopardizing the lives of more than half a million adults and children.



Landmines pose a major threat to the safety of individuals, at the same time hindering socio-economic development and preventing reconstruction.

The CEB's response

In the wake of the floods, the CEB reacted quickly by establishing contact with the International Trust Fund Enhancing Human Security (ITF), a Slovenian non-profit organisation devoted to the elimination of threat from post-conflict and disruptive challenges. The Bank approved a donation of € 100 000 to ITF for urgent support to Bosnia and Herzegovina.

"Secondary assessment proved that around 105 km^2 of flooded areas may contain mine and UXO hazards. What was urgently required was to (re)survey and (re) map these suspected areas and, above all, to providing mine risk education to the population, especially children, living in these hazardous areas" said Gregor Sančanin, Head of ITF Office for Bosnia and Herzegovina.

In the communities of Tuzla, Kalesija, Gračanica, Lukavac, Maglaj, Zavidovići, Sapna and Teočak, ITF is currently conducting non-technical field surveys through its partners. These are thorough investigations of suspicious areas, conducted manually by experts. The process is slow and dangerous – just a day before the CEB delegation's visit, an experienced scout was killed by a landmine in the project area.

With the CEB Funds, ITF expects to reassess around 5km^2 of mine-suspected hazardous areas. New maps will be drawn and signs put in place to secure the danger zones. In Bosanska Posavina, ITF is raising awareness of mine risks in the affected communities.

While broader activities include media campaigns and informative billboards, the project primarily targets school children through summer camps and a tailor-made theatre performance called "A landmine and a grenade on trial."

"The CEB is greatly contributing to resolving the mine and UXO problem in BiH, which was additionally burdened by the floods and landslides, particularly in relation to the local population residing in flood affected mined areas and especially to children as the most vulnerable group. The CEB's support and contribution after the 2014 floods is saving lives and will enable safer and steady continuation of the BiH mine clearance process in 2015 and beyond", said Mr Sančanin.

APD : Entretien avec Lucia Athenosy et Viorica Revenco, économistes à la CEB

Qu'est-ce que l'APD et pourquoi est-ce important ?

L'aide publique au développement (APD) constitue à ce jour l'unique mesure systématique qui évalue l'aide apportée par les donateurs dans le but de soutenir le développement économique et le bien-être des pays en développement qui figurent sur la liste des bénéficiaires de l'ADP, par l'intermédiaire d'organisations internationales éligibles à l'APD. L'ADP se traduit par le versement de dons et de prêts et répond à une définition précise. Les prêts doivent être (assortis de conditions favorables)/ concessionnels et comporter un élément de don au moins égal à 25%, actuellement calculé sur la base d'un taux d'actualisation de 10%.

L'APD devrait rester dans les années à venir la mesure standard de l'aide apportée par les donateurs, bien que sous une forme réajustée, particulièrement après 2015. Nous connaissons pour la plupart d'entre nous l'objectif poursuivi par l'aide internationale, qui vise à porter l'APD à 0,7% du revenu national brut des pays donateurs.

Aujourd'hui, neuf États membres de la CEB figurent sur la liste de l'OCDE des bénéficiaires de l'APD : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Kosovo, "l'ex-République yougoslave de Macédoine", République de Moldova, Monténégro, Serbie et Turquie.

Comment la CEB a-t-elle acquis le statut d'organisation internationale éligible à l'APD ?

En septembre 2012, la CEB lançait un processus de collaboration auprès de la Direction de la coopération pour le développement (DCD-CAD) de l'OCDE dans le but d'intégrer la CEB au sein de la "Liste des organisations internationales éligibles à l'APD" du CAD (Comité d'aide au développement), ci-après dénommée "Annexe 2".

Après un examen des activités de la CEB par le Secrétariat du CAD, entre fin novembre 2012 et mi-juillet 2013, la CEB a préparé sa candidature à l'Annexe 2. D'après les procédures de l'OCDE, la proposition doit être soumise par un ou plusieurs membres du CAD. L'Allemagne, la Norvège et la République slovaque ont parrainé la candidature de la CEB et ont déposé le dossier de la Banque le 7 février 2014.

Le 9 juillet 2014, en conformité avec les décisions du Groupe de travail du CAD sur les statistiques du financement du développement (GT-STAT) de l'OCDE, la CEB a été intégrée à l'Annexe 2 dans la catégorie "Banques régionales de développement", avec un coefficient APD de 18%.

Quel sont les bénéfices pour la CEB, pour ses États membres et pour les pays donateurs ?

Notre intégration à la liste a une incidence directe sur les statistiques nationales d'APD de nos États membres. Leur futur capital versé sera en partie compté comme APD multilatérale, sur la base du coefficient d'APD de 18%, dans la mesure où tous les prêts de la CEB ne ciblent pas des bénéficiaires de l'APD. Par ailleurs, les contributions des États membres et des autres pays donateurs en faveur des comptes fiduciaires de la CEB réservés aux pays bénéficiaires de l'APD pourront être comptées comme APD bilatérale. En ce qui concerne le Compte de dividendes sociaux de la CEB, seules les contributions volontaires pourront être enregistrées au titre de l'APD.

Pour la CEB, l'éligibilité à l'APD signifie la reconnaissance du caractère concessionnel de ses prêts et de leur composante don. Elle reflète également le soutien apporté par la Banque par l'intermédiaire de son Compte de dividendes sociaux ainsi que son rôle de gestionnaire de comptes fiduciaires en charge d'acheminer les dons des bailleurs de fonds. L'APD traduit ainsi l'engagement ferme des États membres de la CEB et d'autres donateurs à promouvoir le développement social des pays vulnérables membres de la CEB.

L'éligibilité à l'APD permet également à la CEB de s'aligner sur ses pairs, tels que la BERD, la BEI et le Groupe de la Banque mondiale, qui figurent déjà dans la liste de l'Annexe 2.

Comme la CEB est désormais tenue d'alimenter régulièrement le Système de notification des pays créanciers (SNPC++) du CAD de l'OCDE, les apports de la Banque aux pays bénéficiaires de l'APD seront inclus dans les données relatives à l'aide financière mondiale. Cet exemple illustre parfaitement notre objectif de visibilité permanente, auquel concourent les efforts communs de la Banque et de ses États membres.

Annexe 2: http://www.oecd.org/dac/stats/annex2.htm

ODA: Interview with Lucia Athenosy and Viorica Revenco, the CEB economists

What is ODA and why it is important?

Official Development Assistance (ODA) is considered, to date, to be the only systematic measure that assesses the aid efforts of donors to support the economic development and welfare of developing countries on the list of ODA recipients, via ODA-eligible international organisations. ODA covers grants and loans and has a precise definition. Loans must be concessional and carry a grant element of at least 25%, currently calculated at a discount rate of 10%.

ODA is expected to remain the standard measure of donor aid in the coming years, albeit in an adjusted form, especially after 2015. Most of us are familiar with ODA on account of the international aid target of raising ODA to 0.7% of gross national income.

Currently, nine CEB member countries are on the OECD list of ODA recipients: Albania, Bosnia and Herzegovina, Georgia, Kosovo, "the former Yugoslav Republic of Macedonia", Republic of Moldova, Montenegro, Serbia and Turkey.

How did the CEB become an ODA-eligible international organisation?

In September 2012, the CEB initiated collaboration with the OECD Development Co-operation Directorate (DCD-DAC) to advance the process of including the CEB on the DAC (Development Assistance Committee) "List of ODA-Eligible International Organisations", referred to as "Annex 2".

Following a review of CEB activities with the DAC Secretariat that spanned from end-November 2012 to mid-July 2013, the CEB prepared its application to Annex 2. According to OECD procedures, the proposal must be submitted by one or more DAC member(s). The joint sponsors of the CEB's application were Germany, Norway and the Slovak Republic, which submitted the Bank's proposal on 7 February 2014.

On 9 July 2014, following the decisions of the OECD DAC Working Party on Development Finance Statistics (WP-STAT), the CEB became listed in Annex 2 under the category "Regional Development Banks", with an ODA coefficient of 18%.



How does this benefit the CEB, its Member States and donor countries?

For the CEB's Member States, our listing has a direct impact on their national ODA statistics. Their future paid-in capital will partially count as multilateral ODA, based on the 18% ODA coefficient, as not all CEB lending targets ODA recipients. Also, contributions by Member States and other donor countries to the CEB's fiduciary accounts earmarked for ODA recipients would count as bilateral ODA. Regarding the CEB's Social Dividend Account, only voluntary contributions may be reported.

For the CEB, ODA eligibility recognises the concessional character and grant element of some of its lending. It also reflects the Bank's support through the CEB's Social Dividend Account and its role as a fiduciary account manager, channelling grants from donors. ODA thus reflects the strong commitment of CEB member countries and other donors to fostering social development in the CEB's more vulnerable countries.

ODA eligibility also aligns the CEB with its peers, such as the EBRD, the EIB and the World Bank Group, already listed in Annex 2.

As the CEB is from now on required to report regularly to the OECD DAC Credit Reporting System (CRS++), the CEB's flows to ODA countries will become part of the global aid picture. This is a perfect example of our objective of achieving continuous visibility, accomplished through the joint efforts of the Bank and its Member States.

Annex 2: http://www.oecd.org/dac/stats/annex2.htm

Agenda

Publications

CEB INFO

Agenda

10-12 octobre : Réunion annuelle de la Banque mondiale et du FMI (Washington, D.C.)

6-7 novembre : Réunion du Conseil d'administration de la CEB (Paris)

20 novembre : 8ème Assemblée des donateurs - RHP (Paris)

28 novembre : Réunion du Conseil de direction de la CEB (Paris)

10-12 October: Annual meeting of the World Bank and the IMF (Washington, D.C.)

6-7 November: Meeting of the CEB's Administrative Council (Paris)

20 November: 8th Assembly of Donors - RHP (Paris)

28 November: Meeting of the CEB's Governing Board (Paris)

Esprit d'équipe / Sportsmanship



La CEB a pris part à la première édition de la *Champions Bank*, tournoi international de football réunissant des institutions financières, qui s'est déroulé à Belgrade du 26 au 28 septembre. Grâce à l'excellente organisation de cet événement, les équipes ont pu jouer sur des terrains en parfait état. Par ailleurs, le Comité d'organisation a reversé 5 euros par but marqué à la Fondation Divac. Si la CEB n'a pu se qualifier pour le deuxième tour de la compétition, les objectifs ont été atteints lors de cet excellent week-end : rencontrer le personnel d'autres banques et favoriser l'esprit d'entreprise au sein de l'équipe CEB.

The CEB took part in the first edition of the **Champions Bank**, an international football tournament for financial institutions, held in Belgrade from 26-28 September. Thanks to the excellent organisation of the event, the teams were given the opportunity to play on first-rate football pitches. Moreover, for every goal scored the Organisation Committee donated 5 euros to the Divac Foundation. Although the CEB's team failed to qualify for the second round of the competition, meeting with colleagues from other banks and fostering corporate spirit among CEB staff were the goals achieved during this splendid weekend.

Publications

Paru

Rapport financier semestriel
Rapports des agences de notation

Published

Half year financial report
Rating agency reports







A propos de la CEB ...

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres, dont 22 pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est formant les pays cibles de la Banque.
Instrument majeur de la politique de solidarité sociale en Europe, elle finance des projets sociaux en mettant à leur service des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa signature. Elle accorde ainsi des prêts à ses États membres, à des institutions financières et à des collectivités locales, pour le financement de projets dans le domaine social, conformément à son Statut.

About the CEB ...

Set up in 1956, the CEB (Council of Europe Development Bank) has 41 Member States. 22 Central, Eastern and South Eastern European countries, forming the Bank's target countries, are listed among the Member States.
As a major instrument of the policy of solidarity in Europe, the Bank finances social projects by making available resources raised in conditions reflecting the quality of its rating. It thus grants loans to its Member States, to financial institutions and to local authorities for the financing of projects in the social sector, in accordance with its Articles of Agreement.

55 avenue Kléber • F-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00 • Fax: +33 (0)1 47 55 03 38 • e-mail: info@coebank.org